Organisation Communiste Internationaliste (O. C. I.)

(Pour la reconstruction de la IVe Internationale)

Alliance des Jeunes pour le Socialisme (A. J. S.)

Citoyennes, Citoyens, Camarades,

Paul DUTHEL, instituteur, candidat dans la 1re circonscription du Rhône, s'adresse à vous :

Vous avez d'abord le droit de savoir qui je suis et pourquoi je me présente à vos suffrages :

Je suis né à Chambost-Longessaigne, dans l'ouest lyonnais. Mon père était ouvrier carrier ; ma mère, femme de ménage. J'enseigne à L'Arbresle depuis 30 ans. J'y ai milité constamment dans les organisations laïques, péri et post-scolaires. J'ai exercé — j'exerce encore — des responsabilités syndicales, dont certaines importantes ; j'ai été longtemps délégué du personnel dans les organismes paritaires, nationaux ou départementaux. **Je suis militant trotskyste depuis 1944.**

Aujourd'hui, en tant que candidat de l'O.C.I. soutenu par l'A.J.S., je poursuis l'action politique que mène mon organisation pour construire **le parti des travailleurs, le parti ouvrier révolutionnaire** indispensable à la réalisation **de l'unité du prolétariat,** indispensable à la lutte pour un **gouvernement ouvrier,** à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, à la victoire du **socialisme.**

Ce faisant, je suis fidèle à mes origines sociales, fidèle à ma classe, qui est celle des exploités ; à mon beau métier d'instituteur, tout entier tourné vers la jeunesse, l'avenir et l'espoir ; à mon passé de militant laïque et de militant syndical. **Ce faisant je suis ce qu'un trotskyste, c'est-à-dire un communiste doit être : un combattant au service de sa classe.**

Mon suppléant est Paul MONNOT, fils d'ouvrier peintre, au travail depuis l'âge de 14 ans, **ouvrier « en 4/8 »** à Rhodiaceta depuis 1955, délégué du personnel pendant plusieurs années, militant syndical depuis 1946, membre de l'O.C.I. depuis 1967.

Je sollicite un mandat de député. Un député, ce devrait être le **« délégué »** de ses électeurs qui, à tout moment, devraient pouvoir le **contrôler.** On ne peut vraiment exercer un mandat que pour les choses qu'on connaît bien : **je connais bien les questions de l'Enseignement.** La plupart d'entre vous aussi, mais sous un autre aspect, en tant que Parents, ou Grands-Parents d'élèves. Si les rapports entre travailleurs et députés étaient ceux institués par la **Commune de Paris,** et ceux qui existaient au sein des **Soviets,** en **1917,** en Russie, au temps de **Lénine** et de **Trotsky,** je pourrais être, je crois, valablement votre **« député » pour les questions d'Enseignement ;** et vous pourriez, à ce titre, valablement me **contrôler. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie de l'Etat ouvrier.**

Mais nous n'en sommes, hélas, pas là, avec les élections des 4 et 11 mars, où il s'agit d'élire des députés dans le cadre **de la Constitution autoritaire, condamnée en 1958,** par toutes **les organisations ouvrières et démocratiques...**

Il me faut donc expliquer le sens que prend, dans ces conditions, ma candidature :

Ces élections de 1973 ont une grande importance : Défaire la majorité anti-démocratique, **défaire l'U.D.R.** et tous ses associés, qui sont au gouvernement pour servir les **intérêts du capital,** est la nécessité qui s'impose. La défaite de **Pompidou-Messmer** permettra **d'abroger la Constitution gaulliste,** de rétablir l'exercice de toutes les **libertés ouvrières et démocratiques.** La substitution au Gouvernement Pompidou-Messmer, d'un **Gouvernement ouvrier** s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations, constituera un premier pas pour réaliser la véritable démocratie, la démocratie des Conseils ouvriers, **un premier pas vers le Socialisme.**

Aussi, l'O.C.I. et l'A.J.S., les militants trotskystes, ne peuvent pas être absents de ce combat, sur le terrain où ils sont contraints de le mener.

La nécessité de ce combat, je la ressens comme vous tous, à travers mes préoccupations de tous les jours. Et par conséquent, en ce qui me concerne particulièrement, à travers mes **préoccupations d'enseignant.**

Je constate, comme chaque mère ou chaque père d'élève le constate chaque année, que sous prétexte de simplifier les études, les directives du Ministre de l'Education Nationale aboutissent à les rendre de plus en plus **compliquées.** Personne n'y comprend plus rien. Les élèves, les enseignants, les parents, se perdent dans les options, les sections, les « paliers », les « couloirs ». Le résultat, c'est **l'amplification des échecs et des retards ; et plus il y a d'échecs et de retards, plus les difficultés s'accroissent pour les Jeunes à la fin de leurs études.**

Hypocritement, le Gouvernement et ses Ministres successifs, de **Fouchet** à **Fontanet,** ont pris, et prennent, des mesures pour, expliquent-ils « ouvrir l'Enseignement sur la vie ». En fait, ces mesures ouvrent sur un **enseignement déqualifié,** chargé de former une main-d'œuvre déqualifiée, vouée aux bas salaires, au chômage, au rendement intensifié, à la « mobilité », **selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.**

Ainsi, la « Réforme » de l'Enseignement ne vise qu'à démanteler le service de l'Education Nationale pour répondre aux exigences d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production, **soumise à la loi de la recherche du profit maximum.**

Ainsi, chaque année on modifie les programmes (ou une partie des programmes) et, à chaque fois, il y a de nouveaux manuels à acheter, édités par les trusts de l'édition scolaire, **en premier lieu, le tout puissant trust Hachette.**

Ainsi, par mesure « d'économie », on construit « à bon marché », des C.E.S. bâclés, « tout juste bons à durer le temps d'une exposition » (selon les dires d'un architecte de l'Administration) ; les trusts de la construction, soucieux de tirer néanmoins le profit maximum, reculent jusqu'à l'extrême limite le prix de revient des bâtiments, au mépris des règles élémentaires de sécurité : **et il suffit du geste irresponsable d'un gamin pour qu'un C.E.S. flambe comme une torche, et que périssent brûlés vifs 23 enfants et enseignants ! On cherche ensuite « les responsables ». On cherche à culpabiliser les enseignants, les parents, leurs organisations.** Le responsable c'est le **capitalisme,** c'est le **système du profit,** c'est son **gouvernement,** c'est celui qui le représente aujourd'hui à la tête de l'Education Nationale, le Ministre **Fontanet,** connu également comme l'émissaire direct de la hiérarchie catholique.

Ce même gouvernement, qui « économise » pour l'Ecole Publique, tout en garantissant la mainmise des trusts sur les constructions, les fournitures de matériel et les éditions scolaires, dispense en même temps des millions **(2 milliards de nouveaux francs depuis 1959 !)** à l'enseignement privé, confessionnel et patronal.

Oui, il faut que cela cesse. Il faut garantir une Education Nationale au service exclusif de l'avenir des enfants qui lui sont confiés. Pour cela il n'y a qu'une seule voie, **il faut avancer sur le chemin du socialisme,** il faut imposer :

— **la nationalisation laïque, sans indemnité ni rachat, des écoles privées ;**

— **l'expropriation sans indemnité ni rachat, des trusts du Bâtiment et de l'Edition.**

— **le contrôle des syndicats d'enseignants, des Associations de Parents d'Elèves, avec la participation des Syndicats ouvriers du Bâtiment pour les constructions scolaires.**

OUI, MAIS QUEL GOUVERNEMENT PEUT REALISER CELA ?

Un Gouvernement qui comprendrait en son sein des représentants des trusts, des politiciens liés au capital, fussent-ils Radicaux, même « de gauche » ? **Certainement pas.**

Je vous ai parlé, et pour cause, surtout des questions que je connais bien, celles de l'Enseignement. Mais le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale contre les enseignants et les élèves, et les conditions de vie et de travail que les travailleurs de toutes catégories subissent dans les usines, les bureaux, les chantiers ; en même temps d'ailleurs que les petits commerçants et artisans (ou les travailleurs de la terre), **tous victimes des monopoles, tous victimes du Capital. En même temps que les vieux travailleurs, réduits à vivre avec une pension de misère,** après avoir subi l'exploitation pendant de longues années.

Mon camarade **Paul MONNOT** peut expliquer comment, par exemple, sous prétexte de « rationaliser » (c'est-à-dire de rentabiliser), l'usine de Rhodiaceta-Vaise a été **démantelée (7 000 travailleurs avant 1967 ; 3 000 aujourd'hui)** ; comment, malgré leurs luttes tenaces, les travailleurs de cette usine n'ont pu garantir la sécurité de l'emploi, ni leurs conditions de travail, et ont subi la répression (87 militants licenciés en 1967 !)

Oui, partout le capitalisme, en proie à l'échelle du monde à une crise fondamentale dont la crise monétaire est l'expres-

sion, pour survivre, doit dans chaque pays s'attaquer aux travailleurs, à toutes les couches laborieuses.

Oui, il faut s'engager sur le chemin du socialisme.

Il faut : exproprier le grand Capital, les monopoles, les banques, et élaborer un plan de production sous le contrôle des travailleurs, des usagers, des locataires.

— Abroger la réforme réactionnaire de la Sécurité Sociale, garantir le pouvoir d'achat pour les salariés et tous les retraités, la sécurité de l'emploi, etc...

— Mettre fin à la corruption, rétablir les libertés démocratiques, briser le carcan policier et militaire, abroger la Constitution antidémocratique qui a institutionnalisé le coup d'Etat gaulliste de 1958.

Mais il tombe sous le sens que **seul un gouvernement sans ministres capitalistes, un gouvernement des organisations ouvrières, un gouvernement P.C.F.-P.S. sans politiciens bourgeois radicaux peut, appuyé sur la force immense de la classe ouvrière et de toutes les couches laborieuses, engager un tel combat.**

Mais engager un tel combat suppose préalablement, pour les dirigeants du P.C.F. et du P.S., **rompre avec la bourgeoisie,** se prononcer clairement pour **l'expropriation** des monopoles. Or, en tant qu'enseignant — on m'excusera d'y revenir — je constate que le Programme Commun n'a pas inscrit dans la liste des monopoles à nationaliser, par exemple, **le trust Hachette...** Mais il y a plus grave : Pierre Juquin, qui est, semble-t-il, le « responsable enseignant » du P.C.F., vient de se prononcer, après Mitterand, **pour l'entrée éventuelle des curés à l'école.** Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'une question de croyance. L'O.C.I. estime que la religion est affaire privée, et se prononce pour la liberté de conscience, sans oublier toutefois que la religion reste « l'opium du peuple ». **Mais il s'agit d'autre chose :** Introduire les prêtres à l'école publique, c'est violer les consciences de ceux qui, père et mère de famille, professent une autre opinion. Tel est le fondement de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire du peuple français et qui se concrétise par le respect de **la séparation de l'Eglise et de l'Etat,** donc **de l'Eglise et de l'Ecole.** Là aussi, ayant vécu mon enfance, dans un village de la « Vendée lyonnaise », et connu les humiliations infligées aux petits élèves de « l'Ecole du Diable », je puis parler en connaissance de cause...

Il y a plus grave encore : accepter le prêtre à l'école a, pour corollaire, accepter le **patron** à l'école ; c'est accepter cet enseignement prétendûment « ouvert sur la vie et l'économie » voulu par la réforme de M. Edgar Faure, dont on connaît les conséquences. **C'est rompre avec la tradition ouvrière et démocratique pour laquelle, depuis la Commune de Paris et Jaurès, tous les Partis ouvriers ont toujours combattu.**

Ainsi, les choses sont claires : en refusant d'envisager l'expropriation d'Hachette, en refusant d'envisager l'expropriation du monopole de l'enseignement privé confessionnel, **on signifie par là ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles ;** en fait, on refuse la **rupture avec la bourgeoisie** et avec son alliée, cette puissance parfaitement « temporelle » internationale et séculaire, **qu'est l'Eglise ;** en fait on refuse le combat pour le socialisme, parce qu'on accepte le maintien de la propriété privée des moyens de production.

Cela, il faut le signifier aux candidats des Partis qui parlent au nom de la Classe Ouvrière. Il faut signifier ces exigences auprès du candidat du P.C.F., René Chevailler, auprès du candidat du Parti Socialiste, Amiral (tant pis pour les cas de conscience que cela peut poser à cet éminent défenseur de la « doctrine sociale » de l'Eglise qui campe présentement dans un parti ouvrier...).

« Rompez avec la bourgeoisie. Classe contre Classe ». Telles sont aujourd'hui ces exigences.

Voilà pourquoi, avec l'O.C.I. et l'A.J.S., j'appelle tous les salariés de la 1re Circonscription et toutes les autres victimes du Capital, des trusts, des banques, à voter **« Classe contre Classe ». Pas une voix** de travailleur pour les candidats des Partis qui composent la « majorité » ; **pas une voix** pour le candidat du **« Mouvement Réformateur »,** le Mouvement du clérical **Lecanuet,** du richissime **Servan-Schreiber,** de l'ex-Ministre gaulliste **Jeanneney.**

Mais dans la Circonscription se présente un candidat du **P.S.U.,** de ce parti pseudo-révolutionnaire, **expression « gauchiste » de la politique « sociale » de l'Eglise** et dont le programme du prétendu « socialisme autogestionnaire » n'est que la version « moderne » du **corporatisme anti-ouvrier.**

Laissons-le à son sort de militant du P.S.U. chargé de cristalliser au compte des intérêts de l'ordre bourgeois, les illusions de certaines couches de la petite bourgeoisie...

Se présente aussi une candidate **de « Lutte Ouvrière »,** qui se réclame plus ou moins, selon les circonstances, du trotskysme. Je n'ai évidemment pas ici la possibilité, faute de place, de démontrer en quoi « Lutte Ouvrière » est une formation étrangère au trotskysme, donc au Communisme, si toutefois ce qui suit n'y suffit pas : Encore une fois je fais appel à mon expérience ; je n'ai **jamais** rencontré, en **trente ans** de vie militante, un enseignant de « Lutte Ouvrière » prenant sa place dans la lutte quotidienne, pour les intérêts des enseignants et de l'Ecole, au sein des organisations syndicales et laïques ! Clandestinité ? Plus probablement autre chose : « Lutte Ouvrière » partage sans doute les thèses de son alliée « la Ligue Communiste » de Krivine, selon lesquelles l'école laïque est « l'école des flics et des patrons », une « structure répressive » à détruire.

Il y a plus : Krivine se prononce pour « l'Union de la Gauche »,Radicaux compris. **« Lutte Ouvrière » est l'alliée électorale de la Ligue Communiste.** Si j'estimais conforme aux intérêts des travailleurs l'Union de la Gauche réalisée par le P.C.F., le P.S. et **le Parti des banquiers Radicaux de Gauche, je n'aurais pas été candidat.**

Il faut être clair et c'est pourquoi je dis : « Si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, c'est-à-dire pour la collaboration des partis ouvriers avec un parti de la bourgeoisie défenseur des intérêts du Capital, **alors votez pour le P.C.F. et le P.S. au 1er tour.**

Mais si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être un **vote de classe,** un vote **pour l'unité de la classe ouvrière,** pour la **construction du Parti révolutionnaire, pour le Socialisme, VOUS VOTEREZ POUR LE CANDIDAT DE L'O.C.I.**

En tout état de cause :

Au 1er tour : Pas une voix pour une formation soutenant la politique du capital !

Il faut chasser l'U.D.R. et ses alliés de cette circonscription à large majorité ouvrière !

Le député sortant CAILLE qui veut briser les syndicats ouvriers en les intégrant à l'entreprise et à l'appareil d'Etat, sera battu ! Il mordra la poussière !

Pas une voix de travailleur, ni pour lui, ni pour Ruby, ni pour Girard, tous politiciens bourgeois !

Au 2e tour : Toutes les voix sur le candidat ouvrier arrivé en tête au 1er tour.

Pour le Socialisme ! **Classe contre classe.**

Pour le Gouvernement Ouvrier : **Classe contre classe.**

Pour la construction du Parti révolutionnaire : **Classe contre classe.**

VOTEZ O. C. I. - A. J. S.

VOTEZ Paul DUTHEL

(Suppléant Paul MONNOT)

Vu, le candidat : Paul DUTHEL, LE BIZAIR, 69210 L'ARBRESLE

Impr. Terreaux Fr., 157, rue L.-Blum, 69 - Villeurbanne